EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 5 décembre 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 173 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Daniel AMAR - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Julie ARIAS - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Jacques BOUDON - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Philippe CAHN - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Sophie CHAVE - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Christian DELAVET - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Frédéric GIBELOT - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Christophe GONZALEZ - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - José MORALES - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Philippe PIGNON - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Florian SALAZAR-MARTIN - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ représenté par Bruno GILLES - Sophie AMARANTINIS représentée par Gerard GAZAY - Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Michel AMIEL représenté par Sophie CHAVE - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Nicolas BAZZUCCHI représenté par Pascal CHAUVIN - Moussa BENKACI représenté par Marc FERAUD - Julien BERTEI

Signé le 5 décembre 2024

Reçu au Contrôle de légalité le 9 décembre 2024

représenté par Camélia MAKHLOUFI - André BERTERO représenté par Christian DELAVET - Marylène BONFILLON représentée par David YTIER - Sarah BOUALEM représentée par David GALTIER - Linda BOUCHICHA représentée par Laurent BELSOLA - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Martin CARVALHO représenté par Grégory PANAGOUDIS - Frédéric CORNAIRE représenté par Philippe LEANDRI - Jean-Jacques COULOMB représenté par Georges CRISTIANI - Marc DEL GRAZIA représenté par Bernard DEFLESSELLES - Sylvaine DI CARO représentée par Francis TAULAN - Olivia FORTIN représentée par Joël CANICAVE - Gérard FRAU représenté par Florian SALAZAR-MARTIN - Audrey GARINO représentée par Jean-Marc COPPOLA - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Patrick GHIGONETTO représenté par Roland GIBERTI - Sophie GRECH représentée par Monique FARKAS - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Sophie GUERARD représentée par Pierre HUGUET - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Sophie JOISSAINS représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Michel LAN représenté par Jean-Pierre GIORGI - Éric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Nathalie LEFEBVRE représentée par Gaby CHARROUX - Richard MALLIE représenté par Daniel GAGNON - Maxime MARCHAND représenté par Amapola VENTRON - Caroline MAURIN représentée par Alexandre DORIOL - Hervé MENCHON représenté par Lourdes MOUNIEN - Danielle MENET représentée par Danielle MILON - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Véronique MIQUELLY représentée par Emmanuelle CHARAFE - Claudie MORA représentée par Patrick GRIMALDI - Pascale MORBELLI représentée par Isabelle ROVARINO - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Anne-Laurence PETEL représentée par Didier KHELFA - Claude PICCIRILLO représenté par Jean-Pascal GOURNES - Catherine PILA représentée par Emilie CANNONE - Patrick PIN représenté par Yves MESNARD - Anne REYBAUD représentée par Martine CESARI - Dona RICHARD représentée par Eric SEMERDJIAN - Maryse RODDE représentée par Hatab JELASSI - Alain ROUSSET représenté par Laurent SIMON - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Franck SANTOS représenté par Bernard RAMOND - Anne VIAL représentée par Laure ROVERA - Yves WIGT représenté par Guy BARRET - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Jacques BOUDON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Kayané BIANCO - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Bernard DESTROST - Agnès FRESCHÉL - Yves MORAINE - Frank OHANESSIAN - Serge PEROTTINO - Michèle RUBIROLA - Aïcha SIF - Marie-France SOURD GULINO - Catherine VESTIEU.

Étaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Régis MARTIN représenté à 13h40 par Chantal GARCIA - Gérard AZIBI représenté à 15h48 par Christine JUSTE - Robert DAGORNE représenté à 16h00 par Jean David CIOT - Hervé GRANIER représenté à 16h10 par Philippe GRANGE - Françoise TERME représentée à 16h10 par Nicolas ISNARD - Marie MARTINOD représentée à 16h23 par Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO représenté à 16h25 par Nicole JOULIA - René-François CARPENTIER représenté à 16h38 par Vincent GOYET.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Lyece CHOULAK à 14h24 - Sébastien JIBRAYEL à 14h24 - Didier REAULT à 15h05 - Jean-Yves SAYAG à 15h11 - Corinne BIRGIN à 15h22 - Samia GHALI à 15h46 - Lionel DE CALA à 15h48 - Nasser BENMARNIA à 15h48 - Gilbert SPINELLI à 15h55 - Yannick OHANESSIAN à 16h00 - Marie BATOUX à 16h04 - Monique FARKAS à 16h15 - Georges ROSSO à 16h30 - Yves MESNARD à 16h30 - José MORALES à 16h30 - Grégory PANAGOUDIS à 16h30 - Jocelyne POMMIER à 16h30 - Jean-Marc COPPOLA à 16h30 - Véronique PRADEL à 16h30 - Christophe GONZALES à 16h30 - Didier PARAKIAN à 16h35 - Jean-Louis VINCENT à 16h42 - Marc FERAUD à 16h42 - Eric GARCIN à 16h43 - Jean-David CIOT à 16h47 - Cédric DUDIEUZERE à 16h51 - René RAIMONDI à 16h55 - Arnaud MERCIER à 16h55 - Jean-Pascal GOURNES à 16h55 - Lionel ROYER-PERREAUT à 16h55 - Monique FARKAS à 17h04 - Philippe GRANGE à 17h05 - Christian NERVI à 17h05 - Ulrike WIRMINGHAUS à 17h06 - Nathalie TESSIER à 17h17 - Michel RUIZ à 17h20 - Sophie CHAVE à 17h20 - Alexandre DORIOL à 17h23 - Camélia MAKHLOUFI à 17h23 - Nicole JOULIA à 17h30 - Anne MEILHAC à 17h34.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FBPA-025-17042/24/CM

■ Participation pour l'exercice 2025 du budget principal aux budgets annexes relatifs aux services publics industriels et commerciaux 110170

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2025, huit services publics industriels et commerciaux de la Métropole ont une gestion financière formalisée dans des budgets annexes :

- Transports ;
- Eau
- Assainissement
- Ports de plaisances
- Immobiliers d'entreprises ;
- Crématoriums ;
- Parkings ;
- Marché d'intérêt national.

Afin de respecter la règle d'équilibre budgétaire prévue à l'article L1612-4 du code général des collectivités territoriales, une participation du budget principal est nécessaire pour assurer l'équilibre réel de certains de ces budgets.

Cependant, les articles L2224-1 et L2224-2 encadrent strictement la mise en œuvre de cette participation pour les budgets annexes relatifs à un service public industriel et commercial.

Il est interdit pour la Métropole de prendre en charge dans le budget principal des dépenses au titre des services publics industriels et commerciaux. Toutefois, le Conseil de la Métropole peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

- Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
- Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

De plus, la décision du Conseil de la Métropole fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la Métropole, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

Trois budgets annexes sont dans une situation justifiant une participation du budget principal :

- Le budget annexe « transports » ;
- Le budget annexe « marché d'intérêt national » ;
- Le budget annexe « ports de plaisance ».

Plus particulièrement pour le budget annexe « transports », les exigences de service public et l'application des principes de « droit au transport pour tous », notamment pour les personnes à mobilité réduite et de « libre choix par l'utilisateur de son mode de transport » ont conduit la Métropole à développer à la fois une offre de transport adaptée aux besoins des usagers, y compris dans les zones les moins denses, la réalisation d'investissements importants, tout en préservant une politique tarifaire adaptée qui facilite l'accès aux transports publics de l'ensemble des usagers. Les transports urbains constituent une forme particulière de service public dont le caractère social s'intègre au caractère industriel et commercial, notamment pour la fixation des tarifs. Dans cette démarche, après l'application en 2016 du taux maximum de versement transport, il a été décidé, depuis, de contenir les hausses tarifaires à l'utilisateur à un niveau raisonnable.

Sur le plan financier, cela impacte l'exercice 2025 du budget annexe « transports » dont la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Il existe donc un déficit prévisionnel qui nécessite le recours à une participation du budget principal. Cette mobilisation financière du budget principal en faveur de l'un de ses services publics industriels et commerciaux s'inscrit dans les dérogations prévues au 1° et 2° de l'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales :

- Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'utilisateurs, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

L'article L1221-12 du code des transports dispose que : « Le financement des services de transports public régulier de personnes est assuré par les usagers, le cas échéant par les collectivités publiques et, en vertu de dispositions législatives particulières, notamment celles de l'article L. 1221-3, par les autres bénéficiaires publics et privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect. »

Sur ce point, l'obligation de service public de transports réguliers de personnes sur l'ensemble du territoire métropolitain y compris les plus enclavés entre dans le cadre du 1° de l'article L2224-2 du code général des collectivités territoriales.

De plus, s'agissant de dérogation au principe de l'équilibre financier des services de transports publics réguliers de personnes, l'article L1221-12 du code des transports prévoit expressément que le financement du service soit assuré par les usagers, le cas échéant par les collectivités publiques, et par les autres bénéficiaires publics et privés qui, sans être usagers des services, en retirent un avantage direct ou indirect.

Dans une volonté d'encadrer de soutenir les politiques de mobilité, la participation du budget principal au budget annexe « transports » est prévue à 135 000 000 € pour le budget primitif 2025.

Plus particulièrement pour le budget annexe « marché d'intérêt national », celui-ci enregistre les prévisions budgétaires des sites de Saumaty et des Arnavaux.

La gestion du site historique des Arnavaux a été déléguée par un contrat de concession du 18 décembre 1972 dont l'avenant dit « principal » du 28 juillet 1976 stipulait que le périmètre s'étendait à la fois au site des Arnavaux et au site de Saumaty. Le site de Saumaty est exclusivement dédié aux activités liées à la pêche. Depuis le 1^{er} janvier 2024, une nouvelle société publique locale assure l'exploitation du service public du marché d'intérêt national sur les deux sites.

Le site de Saumaty connaît depuis plusieurs années une baisse d'activité, faisant face au déclin des activités de pêche et de mareyage rendant l'exploitation structurellement déficitaire. De plus, les sites ont été impactés par des restructurations, notamment liées par la construction de la L2.

Sur le plan financier, cela impacte l'exercice 2025 du budget annexe « marché d'intérêt national » dont la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Il existe donc un déficit prévisionnel qui nécessite le recours à une participation du budget principal. Cette mobilisation financière du budget principal en faveur de l'un de ses services publics industriels et commerciaux s'inscrit dans la dérogation prévue au 1° de l'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement.

La participation du budget principal au budget annexe « marché d'intérêt national » sera déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Plus particulièrement pour le budget annexe « ports de plaisance », depuis 1^{er} janvier 2024, la Métropole a voté un budget annexe « ports de plaisance » consolidé regroupant la gestion des 28 ports métropolitains. Cette gestion était présentée, depuis la création de la Métropole, à travers deux budgets annexes distincts.

Ainsi, il est apparu nécessaire d'orienter la gestion budgétaire vers un équilibre ambitieux pour l'ensemble des ports métropolitains, permettant de poursuivre l'amélioration du service public rendu aux usagers, de réhabiliter et de moderniser les infrastructures portuaires, d'optimiser la gestion contractuelle. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 19 400 000€ entre 2024 et 2029.

Afin de donner les moyens financiers de réaliser ces objectifs, une harmonisation des tarifs a été approuvée au Conseil de Métropole du 7 décembre 2023, avec notamment une remise à niveau progressive, sur les six prochaines années à compter de 2024, des redevances des ports situés à l'Ouest de la Métropole.

Ce lissage permet aux usagers de ne pas subir de fortes augmentations qui seraient difficilement acceptables et supportables dès la première année de la mise en place de l'harmonisation de la politique tarifaire. A titre informatif, pour le port d'Albert Samson (Etang de Berre), sans ce lissage, les plaisanciers devraient supporter une augmentation de 128% par rapport aux tarifs 2023, à compter de 2024.

Un accompagnement financier par le budget principal, pendant cette période, est apparu nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre à compter de 2024 une remise à niveau des infrastructures dans ces ports sans pénaliser les usagers des autres ports (ex-territoire Marseille-Provence) qui contribuent déjà au plein tarif au financement du budget annexe.

Le budget annexe « ports de plaisance » est dans une situation justifiant une participation du budget principal du fait que le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Dans ce cadre, il a été approuvé lors du Conseil de la Métropole du 27 juin 2024 une participation financière du budget principal au budget annexe, sous la forme d'une participation forfaitaire dégressive dans le temps.

La participation pour l'exercice 2025 du budget principal pour le budget annexe « ports de plaisance » est fixée à 365 075 €.

Les participations estimées pour le budget primitif 2025 du budget principal pour les budgets annexes relatifs à des services publics administratifs s'établissent comme suit :

- 135 000 000 € pour le budget annexe « transports » ;
- 2 754 691 € pour le budget annexe « marché d'intérêt national » ;
- 365 075 € pour le budget annexe « ports de plaisance ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le principe d'une participation à l'équilibre du budget annexe « transports » par le budget principal est approuvé pour l'exercice 2025.

Le montant de la participation à l'équilibre du budget annexe « transports » par le budget principal est fixé à 135.000.000,00 euros pour l'exercice 2025.

Article 2 :

Le principe d'une participation à l'équilibre du budget annexe « marché d'intérêt national » par le budget principal est approuvé pour l'exercice 2025.

Il est approuvé le mode de calcul de cette participation par différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes et telle que constatée à la clôture de l'exercice comptable 2025 du budget annexe « marché d'intérêt national ».

Article 3 :

Le principe d'une participation à l'équilibre du budget annexe « ports de plaisance » par le budget principal est approuvé pour l'exercice 2025.

Le montant de la participation à l'équilibre du budget annexe « ports de plaisance » par le budget principal est fixé à 365 075 euros maximum pour l'exercice 2025.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Budget et Finances,
Stratégie financière,
Contractualisation avec l'Etat et les collectivités

Didier KHELFA